Comment Demeter poursuit ses investissements malgré la crise

greenunivers.com/2020/04/comment-demeter-poursuit-ses-investissements-malgre-la-crise-230812

3 avril 2020

Entretien avec Lionel Cormier, managing partner de Demeter –



Lionel Cormier (© Demeter)

Alors que beaucoup de sociétés de la transition énergétique et écologique sont soutenues par le capital investissement, quelle est la stratégie des sociétés de gestion ? Comment suivent-elles leurs participations ? Peuvent-elles continuer leurs investissements ? Comment anticipent-elles l'onde de choc provoquée par la crise Covid-19 sur les marchés ? Les réponses de Lionel Cormier, *managing partner* de Demeter, la plus importante société de gestion française dans les cleantech avec plus d'1 Md€ sous gestion et 80 participations dans ses différents fonds.

GreenUnivers : Face à la crise Covid-19, comment gérez-vous vos participations ?

Lionel Cormier : Nous avons rapidement fait un point avec chaque dirigeant. A partir de là, nous avons élaboré un outil de suivi, actualisé en temps réel : nous intégrons les mesures prises par les entrepreneurs pour gérer la crise, les expériences de chacun… Cela permet un partage d'expériences, la diffusion de bonnes pratiques et conseils. Le besoin de communication est très fort en ce moment et nous réalisons un suivi hebdomadaire avec tous les dirigeants. Nous diffusons aussi toutes les informations qui peuvent leur être utiles sur les dispositifs mis en place par le gouvernement, Bpifrance, les collectivités territoriales ou encore France Invest.

« Pour l'instant, nos entreprises ne sont pas en danger »

GreenUnivers : Certaines entreprises sont-elles en difficulté ?

LM : Tout dépend des secteurs, bien sûr. Certaines sont à l'arrêt, notamment dans la mobilité comme Pony ou Cityscoot, d'autres voient leur activité diminuer progressivement telle qu'Alterea dans l'efficacité énergétique. Certaines n'ont plus de

clients et ne rattraperont pas le chiffre d'affaires perdu, d'autres sont confrontées à des difficultés d'approvisionnement. Pour l'instant, grâce aux dispositifs déployés par les pouvoirs publics, nos entreprises ne sont pas en danger. Elles peuvent bénéficier de reports de cotisations sociales, des remboursements d'emprunt, demander des crédits de trésorerie dans des conditions financières très favorables, recourir au chômage partiel… L'Etat a mis en place des moyens très importants, les opérateurs comme les banques jouent le jeu même s'il y a de longues files d'attente pour certaines demandes, comme le chômage partiel. Mais les premiers retours sont positifs, les mesures soulagent une trésorerie mise à mal par la chute des revenus. Même dans les sociétés sous LBO, des reports d'échéances de remboursement de la dette sont instaurés. Mais l'évolution dépendra de la durée de la crise.

GU : Et dans les start-up qui ne réalisent pas encore de chiffre d'affaires ?

LM : Le problème est parfois de continuer d'avancer sur des projets nécessitant des collaborations avec d'autres acteurs qui ne peuvent plus se poursuivre ou des approvisionnements devenus impossibles. Dans ce cas, le chômage partiel est utile pour préserver la trésorerie en attendant le redémarrage.

« Nous écartons certains secteurs trop impactés par la crise »

GreenUnivers : Qu'en est-il de votre activité d'investisseur, peut-elle continuer ?

LM : Oui, d'ailleurs nous venons de réaliser deux refinancements, l'un dans Energie IP et l'autre dans la société finlandaise Quanturi, et nous avons un financement *bridge* en cours de signature en attendant une levée de fonds plus conséquente dans les prochains mois. Et nous avons signé la semaine dernière deux nouveaux investissements, l'un dans une société de l'autoconsommation et l'autre dans le recyclage. Les dossiers étaient en instruction avancée, nous avons pris le temps de les examiner de nouveau à l'aune de la crise pour en anticiper l'impact. Les deux ont été validés. Et nous examinerons de nouveaux dossiers lors de notre prochain comité consultatif début mai.

GreenUnivers : Est-ce que vous modifiez vos critères, par exemple en délaissant les secteurs trop impactés par la crise ?

LM : Il est clair que nous sommes très attentifs à l'impact de la crise sur les entreprises en levées de fonds, cela peut être plus difficile dans certains secteurs fortement touchés comme les transports. Nous écartons actuellement les plus exposés, et les valorisations peuvent être revues à la baisse. Mais pour d'autres, notamment dans le digital, le recyclage ou l'agriculture durable, les signaux restent tout à fait positifs et ces activités pourraient même bénéficier d'opportunités nouvelles.